LE BOLCHEVIK

Supplément
5 août 2026

À bas l'exclusion laïcarde de Blandine Chauvel par SUD-Santé !

Blandine Chauvel, militante SUD-Santé à la Pitié-Salpêtrière à Paris et militante connue du NPA-Révolutionnaires, vient d'être exclue de son syndicat. La raison de cette purge bureaucratique est claire : Blandine a mené une lutte acharnée pour la défense de collègues persécutées par l'AP-HP pour port de couvre-chef, sacrilège commis contre la « laïcité ». Loin de la féliciter pour cette lutte indispensable et salutaire, les bureaucrates de SUD-Santé ont avec cette exclusion fait une déclaration d'allégeance à la République une, indivisible et laïque, quitte à sacrifier les collègues musulmanes et l'unité du syndicat.

Ils ne pouvaient mieux montrer combien préserver l'unité du syndicat et donc la force des travailleurs exige une lutte intransigeante pour chasser la bureaucratie laïcarde et la remplacer à la tête du syndicat par une nouvelle direction décidée à confronter les tentatives du patronat pour agiter la laïcité dans un but de division.

Bien sûr la « laïcité » sert à faire diversion pour masquer des attaques racistes et anti-ouvrières, mais pourquoi est-ce une stratégie patronale efficace ? Parce que le mouvement ouvrier soit adopte ouvertement cette idéologie républicaine (bureaucrates de SUD-Santé notamment), soit évite de la confronter.

Le NPA-R dénonce correctement le fait que la « laïcité » soit dirigée contre les musulmans, mais il ne s'oppose pas frontalement à sa mesure phare : l'interdiction des signes religieux à l'école et dans les services publics. Dans le cas de Majdouline, il fait porter son argumentation sur le fait que l'AP-HP n'a pas réussi à expliquer comment le port d'un calot dérogeait à la laïcité et « *qu'il est impossible d'assumer que le port d'un calot serait une manifestation religieuse* ». Mais il est impossible de combattre efficacement les licenciements de travailleurs pour port de vêtement prohibé (foulard, abaya, djellaba, calot maintenant…) en se limitant à protester contre l'insupportable droit que s'arrogent l'État et les patrons de déclarer quelle pièce de vêtement est un insigne religieux : il faut combattre ouvertement les principes laïcards républicains qui sous-tendent les interdits vestimentaires. Ce sont ces principes eux-mêmes qui servent à persécuter essentiellement les musulmans.

Il faut pour cela montrer à l'ensemble des travailleurs, y compris à ceux qui s'inquiètent à juste titre de la montée de la religiosité parmi les opprimés (islam notamment, mais aussi pentecôtisme etc.), qu'il est ***dans leur propre intérêt*** de défendre bec et ongles ***tous*** les collègues persécutés pour défaut de laïcité républicaine. C'est ainsi qu'on peut forger l'unité des travailleurs contre les exploiteurs capitalistes. En divisant le mouvement ouvrier, la laïcité républicaine permet aux capitalistes de comprimer les salaires de tous et aggraver quotidiennement les conditions de travail de tous.

Confronter billes en tête les chasses au couvre-chef laïcardes, que ce soit à l'école, au travail ou ailleurs, est aussi la seule manière pour les marxistes de faire reculer les préjugés religieux d'une façon qui soit dans l'intérêt de la classe ouvrière dans son ensemble : moins les travailleurs et les jeunes opprimés seront victimes d'exclusions racistes et islamophobes, du fait que l'ensemble des collègues les défendent avec succès, moins le besoin sera pressant pour eux de se réfugier dans la religion comme seule consolation dans ce monde sans cœur.

Les bureaucrates de SUD-Santé ont au contraire fait la preuve, en excluant Blandine pour son juste combat contre la suspension de Majdouline, qu'ils sont des larbins du gouvernement et des ennemis des travailleurs au sein de l'hôpital. Camarades de SUD-Santé, protestez contre cette exclusion ! Luttez pour la réintégration de Blandine dans le syndicat ! Ce sont les bureaucrates laïcards qu'il faut chasser si on veut construire des syndicats capables de nous défendre ! ■

Ligue trotskyste de France

@leBolchevik_LTF ltfparis@hotmail.fr

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10 Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

Abonnement au journal 5 €

Suppl. au *Bolchévik* n° 243, 5 août 2026 – Dir. de publ. ; A. HEN – CP 0228 P 11506 – Impression spéciale